



Commission thème 1

Militer et exercer ses missions dans un contexte de montée de l'extrême droite et de diffusion de ses idées

La séquence électorale municipale en mars dernier illustre malheureusement l'ancrage et la propagation d'une vague brune n'épargnant aucun secteur de la société. En 2014, près d'un demi-million de nos concitoyen-nes vivaient dans une commune administrée par l'extrême droite. Douze ans plus tard, et après la contre-performance du Rassemblement national (RN) en 2020, ce chiffre a triplé, pour atteindre 1,5 million. Ce calcul ne prend pas en compte les listes non étiquetées, dont les conseiller-ères municipaux sortiront du bois lors des prochaines sénatoriales. Le risque de voir le RN et ses alliés, et celles et ceux dont les positions sont de plus en plus perméables à leurs idées et pratiques, accéder aux plus hautes responsabilités du pays n'aura jamais été aussi haut.

Partout où l'extrême droite gouverne, c'est le même bilan : justice sous contrôle, presse muselée, syndicats et associations entravés, droits sociaux laminés, droits des femmes attaqués, urgence climatique niée. Faire barrage à l'extrême droite exige des réponses concrètes aux urgences qui fracturent le pays : redonner du sens au travail, agir pour le pouvoir d'achat, protéger les plus précaires, investir dans les services publics, lutter contre les inégalités territoriales, accompagner les transitions industrielles et écologiques, renforcer la démocratie locale et sociale. Pour empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, il faut ouvrir une alternative. Pour ouvrir une telle alternative, le développement de luttes sociales est indispensable. C'est le rôle du syndicalisme combatif et de transformation sociale auquel contribue le Snesup-Fsu.

Dans l'ESR, les tentatives et les signes d'implantation se multiplient (listes corporatistes, discours anti-« wokisme », attaques en particulier contre les SHS, tags fascistes, annulation de colloques, retrait de financements régionaux, etc.). L'université n'est pas en dehors de la société. Les idées nauséabondes de l'extrême droite la contaminent également : remise en cause de l'état de droit, procédures-bâillons et d'intimidation, attaques sur les réseaux sociaux, tri social, discours racistes et xénophobes, frais différenciés et préférence nationale... Comme la justice ou la presse, l'université est une de ses cibles privilégiées, parce qu'elle est l'un des derniers remparts. L'indépendance de sa recherche, la liberté académique de ses enseignant-es, enseignant-es-chercheur-ses et chercheur-ses sont au cœur d'enjeux qui engagent l'exercice même de la démocratie.

Le poids grandissant des idées d'extrême droite et l'éventualité de son accès au pouvoir en France en 2027 ont des conséquences sur l'exercice de nos métiers et de notre militantisme. Il est indispensable de poursuivre la réflexion sur le renouveau syndical, la protection des données, des militant-es, du personnel de l'ESR, etc.

Face aux urgences qui divisent le pays et qui alimentent le discours de l'extrême droite, quelles solutions concrètes pouvons-nous apporter ?

L'accès de l'extrême droite aux plus hautes responsabilités en 2027 n'est pas inéluctable. Dans ce contexte, la lutte contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques constitue notre priorité et nécessite de renforcer le syndicalisme, en premier lieu au Snesup-FSU, de réaliser l'unité de l'intersyndicale, et de multiplier les formations pour outiller les militant·es dans les sections. Là où cela est possible, des travaux avec Vigilance et initiative syndicale antifasciste (VISA) peuvent être engagés.

Comment exercer nos missions dans ce contexte ?

Il importe de préserver la liberté académique et contrer toute tentative de museler et de criminaliser l'expression et la pensée critiques. L'une de nos priorités est de protéger en particulier les sciences sociales qui, en France, sont régulièrement attaquées par l'extrême droite qui conteste sans retenue leur légitimité scientifique.

Dans les établissements, les tentatives répétées d'empêcher les réunions sur la Palestine marquent un tournant dans les attaques des libertés académiques. L'annulation du colloque sur la Palestine au Collège de France à la suite de l'intervention du ministre de l'ESR au motif d'un éventuel trouble à l'ordre public est un indice particulièrement inquiétant du risque de dérive liberticide dans nos institutions. La réglementation déjà existante "relative à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation" (PPST), l'extension des zones à régime restrictif (ZRR) et leur application abusive aggravent des effets qui menacent la liberté académique et les franchises universitaires.

L'enseignement supérieur doit rester un lieu de savoir critique, un espace de formation intellectuelle et de résistance face aux obscurantismes. Ce principe fondamental pourrait également être mis à mal par le risque de nominations dérogeant au processus collégial dans les corps d'enseignant-es-chercheur·euses ou plus encore d'enseignant-es-chercheur·euses associé·es.

Au sein des universités, le rôle des exécutifs dans le cadre du respect des franchises universitaires sera déterminant et il est impératif de tirer parti de cette singularité de nos statut et périmètre professionnel. À ce titre, nous rappellerons aux président·es d'université leur responsabilité collégiale.

Comment militer dans ce contexte ?

Un observatoire de l'extrême droite dans l'enseignement supérieur et la recherche pourrait être un outil de vigie. En outre, il faciliterait des réactions unitaires pour contrer les attaques des politiques d'extrême droite sur les acteur·rices du service public de l'ESR. Cet outil permettrait d'enrichir le travail engagé dans le cadre de l'intersyndicale à cinq (FSU, CGT, Solidaires, CFDT, UNSA).

Se protéger de l'arbitraire, c'est se syndiquer (cet engagement syndical confidentiel ne regardant que l'agent·e), porter des revendications pour le service public d'ESR et leurs agent·es. Les défendre constitue le premier rempart contre l'extrême droite.

Vote : 50 Pour / 2 Contre / 1 Abstention